



**Thilo SARRAZIN**

*Deutschland schafft sich ab.  
Wie wir unser Land aufs Spiel setzen.*

Deutsche Verlags-Anstalt  
Munich, 2010 (5<sup>ème</sup> édition), 464 pages  
ISBN 978-3-421-04430-3

---

## **Le *bestseller* politique 2010**

– Analyse de la polémique –

### **Une polémique symptomatique des évolutions du débat médiatique en Allemagne**

Tous les éléments étaient réunis à la fin de l'été 2010 pour que ce livre de Thilo Sarrazin, alors membre du directoire de la Bundesbank, fasse la Une l'agenda politique et médiatique allemand (et étranger ; voir sur ce site le commentaire de l'ouvrage), et que le débat développe une dynamique propre...

Le personnage principal, l'auteur de l'ouvrage, membre du SPD, est connu pour son sens des formules-choc. A l'été 2009, alors qu'il était déjà au directoire de la Bundesbank, il avait publié dans la revue *Lettre Internationale* un long entretien qui avait défrayé la chronique – ou plutôt, certaines petites phrases choisies, car cet entretien n'a jamais été accessible à d'autres lecteurs que les abonnés ou les acheteurs de la revue.

D'après les extraits relayés dans l'espace public, Thilo Sarrazin y critiquait les réalités berlinoises, notamment la faible capacité ou volonté d'intégration manifestée par une large partie de la popu-

lation immigrée d'origine turque et arabe. Il aurait ainsi notamment affirmé : « *Je ne suis pas tenu de reconnaître quelqu'un qui vit des subsides de l'Etat, rejette cet Etat, ne s'occupe pas correctement de ses enfants et ne cesse de produire plein de petites filles portant le foulard* » (cette phrase a circulé dans toute la presse à la fin septembre 2009). Et il y plaidait déjà pour une nouvelle politique de l'immigration sur le modèle canadien et privilégiant les plus qualifiés.

La Bundesbank s'était alors distanciee de lui, rappelant que ces propos n'engageaient que leur auteur et que celui-ci s'exprimait à titre personnel. Autant dire que lorsque fut annoncée la parution de son essai à l'été 2010, on l'attendait au tournant.

Le contexte aussi était idéal pour que l'ouvrage fasse scandale. Et la dramaturgie de « l'affaire Sarrazin » s'est alors développée toute seule, comme dans tout exemple désormais classique d'une controverse poussée à l'extrême dans un espace médiatique qui se nourrit exclusivement de quelques citations à l'emporte-pièce (souvent tirées de leur contexte), incessamment répétées et assorties de réactions autorisées, généralement indignées, réduites elles aussi à quelques mots ou à moins de 90 secondes, médiatisation oblige. Rarissimes dans cette situation furent les recensions dignes de ce nom, c'est-à-dire où le critique s'était donné la peine de lire l'ouvrage en entier....

### **Le déclencheur : une 'petite phrase' prononcée dans une interview**

Le ressort à l'origine de la controverse n'avait en effet qu'un lien indirect avec l'ouvrage incriminé : il s'agit d'une 'petite phrase' prononcée dans le cadre d'une interview accordée par Thilo Sarrazin aux quotidiens *Berliner Morgenpost* et *Die Welt am Sonntag* et publiée le dimanche 29 août 2010. Dès la veille au soir, cette phrase est diffusée par les agences de presse, relayée sur toutes les ondes et reprise par la presse écrite, en Allemagne et hors d'Allemagne.

Cette phrase est la suivante : « *Tous les Juifs partagent un certain gène ; les Basques ont certains gènes qui les distinguent des autres* ». C'est sur elle que s'est focalisée l'indignation générale qui s'est ensuite étendue à l'ouvrage, le plaçant lui aussi au centre de l'attention médiatique et politique.

Dès le lendemain (30 septembre), jour de la parution de son livre, Thilo Sarrazin précise dans le talk-show animé par Reinhold Beckmann sur la Une publique de l'ARD qu'il faisait là référence notamment à un article des quotidiens *Tagesspiegel* et *New York Times* relatant les récents travaux de l'American Society of Human Genetics. Un jour plus tard, dans le quotidien *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, il regrette sa formulation malencontreuse qui tentait de résumer des articles parus dans *Nature* et *American Journal of Human Genetics*. Enfin, le mercredi 1<sup>er</sup> septembre, dans le débat politique (*hart aber fair*) que consacre à l'affaire la première chaîne de l'ARD, il dit qu'avoir affirmé que « tous les juifs partagent un certain gène » est une « *gigantesque idiotie que je regrette profondément. Je n'ai pourtant rien dit d'erroné, j'étais simplement en train d'expliquer que les différences entre les immigrés musulmans et les autres ne sont justement pas d'origine ethnique* », mais « *culturelle* », précise-t-il ensuite. Et il ajoute : « *j'aurais dû dire : les Frisons de l'Est ou les Islandais, ce qui n'aurait choqué personne* ». Il fait amende honorable, avouant qu'il avait commis une « *lourde bêtise* » en ne supprimant pas cette phrase avant d'autoriser la parution de l'entretien.

Les réactions furent aussi violentes que cette phrase était inadmissible de la part d'un responsable du monde politique allemand. Dès le lundi 30 août, le directoire du SPD engage une procédure disciplinaire et d'exclusion de Thilo Sarrazin au motif que ses thèses sont « *diamétralement opposées aux convictions sociales-démocrates* » et révèlent une certaine « *proximité avec les théories national-socialistes* » (communiqué de presse du SPD). D'autres voix s'élèvent, et l'indignation des politiques et des commentateurs s'emballe.

### **Un contexte hautement inflammable : des banques centrales sous le feu des projecteurs ...**

Certes, Thilo Sarrazin est connu pour son sens de la provocation et des petites phrases assassines dont il fut friand en tant qu'homme politique, mais il n'a pas franchi là seulement les limites du politiquement admissible. Il a également enfreint le devoir de réserve lié à ses fonctions de membre du directoire de la Bundesbank. Ce dernier n'a pris position que très discrètement dans un communiqué

de presse du 30 août dans lequel il se distancie « *formellement des propos discriminatoires de son membre* », espérant probablement que les esprits se calmeront quelque peu après le *mea culpa* médiatique de Thilo Sarrazin.

Certains commentateurs y voient une erreur en matière de stratégie de crise ; mais engager officiellement l'institution aurait probablement, à ce moment de paroxysme, plutôt jeté de l'huile sur le feu. D'autant qu'il y avait le précédent de septembre 2009 et que la nomination de Thilo Sarrazin au directoire de la Buba avait été très controversée en son temps du fait du 'franc parler' incontrôlable de cet ancien ministre des Finances (*Finanzsenator*) de Berlin.

Toujours est-il que c'est Jean-Claude Trichet, le président de la BCE, qui prendra discrètement la parole le 2 septembre pour dire que, « *en tant que citoyen, je trouve ces propos répugnants* ». Et que Howard Davies, qui fut vice-président de la banque centrale britannique et qui dirige la London School of Economics, expliquera : « *Au vu de leur rôle extrêmement important dans la politique économique, les membres des banques centrales devraient se retenir d'intervenir dans les débats sur les autres thèmes. L'indépendance des banques centrales est un bien noble, rudement acquis, et qu'on ne doit pas considérer comme allant de soi* » (propos cités par le quotidien *Handelsblatt*, 02-09-2010).

C'est bel et bien le contexte qui est favorable pour que le débat s'enflamme. Et c'est maintenant la Bundesbank qui se trouve sur la sellette et, par-delà, la BCE. A l'été, les crispations sur le rôle de la BCE dans la crise financière mondiale et le respect du Pacte de Stabilité, sur la question d'un 'gouvernement économique' de la zone euro, sont fortes. Se pose également la question de la succession de Jean-Claude Trichet en 2011, et la candidature d'Axel Weber, président de la Bundesbank, est amplement débattue et largement controversée dans les médias.

Le monde politique finit par s'en mêler, bien que la chancelière et le président de la RFA tentent de ne pas nuire à l'indépendance de la Bundesbank. Finalement, Thilo Sarrazin est poussé à la démission le 9 septembre. Le communiqué de la Bundesbank du même jour précise que le directoire « *retire les jugements de valeur tenus dans son communiqué de presse du 30 août 2010* ».

### **... et une situation politique sensible**

Reste le contexte politique au début du mois de septembre. La coalition CDU/CSU/FDP au pouvoir à Berlin est au plus bas dans les sondages. Le congrès de la CDU qui doit élire sa nouvelle direction est programmé pour novembre.

Plus important encore : la position du SPD est exacerbée par l'approche de son Congrès fédéral (26 septembre). Or ce parti est en proie à un profond problème identitaire depuis plusieurs années et n'a toujours pas assumé que le chancelier Gerhard Schröder (SPD) ait réformé aussi courageusement un Etat social hypertrophié (les lois *Hartz*). Il ne pouvait que considérer comme dérangeant ce social-démocrate pointant du doigt les dérives d'une protection restée plus que généreuse. Mais Thilo Sarrazin n'est par le premier à s'attirer ainsi la menace d'une exclusion du parti : Wolfgang Clement (SPD), qui fut 'super-ministre' de l'Economie et du Travail dans le second gouvernement Schröder, et qui défend publiquement le bien fondé des réformes sociales, en avait fait l'expérience lui aussi.

Quant à la ligne du parti en matière d'intégration, elle reste particulièrement floue : bien qu'il ait contribué à la décision prise en 2005 de rendre obligatoires les cours d'apprentissage de l'allemand et la participation aux mesures d'intégration, le SPD refuse d'envisager une limitation qualitative de l'immigration, défendant au contraire une approche multi-culturaliste. Il est vrai aussi que les Allemands d'origine immigrée figurent parmi les électeurs traditionnels du SPD...

Mais dans ses mémoires parues voici deux ans (*Außer Dienst*), le social-démocrate Helmut Schmidt, qui avait participé en tant que ministre fédéral des Finances dans le gouvernement de Willy Brandt (SPD) à l'adoption en 1973 d'une loi limitant l'accueil des travailleurs immigrés (*Gastarbeiter*), écrit à ce propos : « *Ceux qui veulent augmenter le nombre de musulmans en Allemagne acceptent de mettre en danger notre paix intérieure* ». Mais l'ex-chancelier est 'intouchable'.

Le SPD peine aujourd'hui à se distinguer des Verts, les plus ardents défenseurs d'une société « multi-culturelle », et dont le vice-président Cem Özdemir, d'origine turque, est un symbole. Quant à l'actuel gouvernement de Basse-Saxe (coalition CDU/FDP), il comprend la seule ministre d'origine

turque d'Allemagne : Aygül Özkan (CDU), ministre des Affaires sociales, des Femmes, de la Famille, de la Santé et de l'Intégration. Elle fut nommée à ce poste par Christian Wulff (CDU), ministre-président de Basse-Saxe avant d'être élu président de la République fédérale. Pour la direction du SPD, cette nomination a tout du « *coup médiatique* ». Et elle est un précédent d'autant plus douloureux que les tentatives de nommer une ministre d'origine turque au nouveau gouvernement SPD/Verts/Die Linke de Rhénanie du Nord-Westphalie en 2010 se sont soldées par un échec ....

Mais le gouvernement fédéral aussi était dans une situation délicate. Le livre de Thilo Sarrazin tombait au moment où la question de l'adhésion de la Turquie à l'UE figurait à nouveau à l'agenda, où le président Christian Wulff (CDU) s'apprêtait à effectuer son premier voyage officiel en Turquie, et où se préparait le Sommet de l'Intégration de début novembre...

Le livre paraissait également alors que le gouvernement fédéral avait commencé à redéfinir, conformément aux injonctions du Tribunal constitutionnel fédéral, les critères d'évaluation de l'indemnité forfaitaire versée au titre de la Loi *Hartz IV*, et que par ailleurs, il s'apprêtait à lancer le débat sur une réorientation de la politique d'immigration de l'Allemagne, ou plutôt : tentait de définir une telle politique – et dans l'optique du manque de main d'œuvre qualifiée –, l'Allemagne n'ayant jamais jusqu'ici développée de ligne cohérente en la matière.

Quoi qu'il en soit, dans son discours du 16 octobre lors du congrès (*Deutschlandtag*) de la Junge Union à Potsdam, la chancelière avait rappelé une phrase prononcée par le président de la République fédérale dans son discours du 3 octobre à l'occasion du 20<sup>e</sup> anniversaire de l'Unité : « *l'islam aussi fait partie de l'Allemagne* ». Et elle avait expliqué que le fait que Mesut Özil fasse partie de l'équipe de football nationale n'en est pas le seul exemple. Il n'en reste pas moins, avait-elle poursuivi, que les politiques multi-culturalistes de l'Allemagne n'ont guère porté leurs fruits : « *l'approche du multi-culturalisme est un échec* ».

### **Le débat médiatico-politique est resté en surface**

Si Thilo Sarrazin, sa 'petite phrase' malencontreuse prononcée lors d'une interview et ses conséquences accaparent l'espace public à la fin août, on y trouve en revanche peu d'opinions forgées à l'issue de la lecture de son ouvrage. Et elles paraissent exclusivement dans la presse écrite, lieu par excellence des analyses approfondies.

Le quotidien *Frankfurter Allgemeine Zeitung* a ainsi publié par exemple plusieurs critiques écrites par des scientifiques et dont on peut résumer la teneur par cette évaluation, tirée d'un essai du psychologue et politologue Erich Weede : « *Bien que Sarrazin expose ouvertement des arguments normatifs, domine [dans son ouvrage] l'énoncé des faits ; et il conviendrait de mettre en avant la question de leur véracité ou de leur caractère erroné et non du politiquement correct* » (F.A.Z., 08-10-2010).

Et de fait, l'ouvrage présente un certain nombre d'inconséquences, d'imprécisions ou de raccourcis ; mais cela n'enlève rien au fait « *que 400 pages de cet ouvrage peuvent se lire indépendamment de la question de savoir dans quelle mesure l'intelligence est héréditaire* », juge de son côté l'historien Hans-Ulrich Wehler (F.A.Z., 09-10-2010).

Il conseille au SPD de laisser tomber sa polémique et de se concentrer plutôt sur les constats sérieux et vérifiables du livre, et de se pencher par exemple sur l'ouvrage de la juge pour enfants berlinoise Kirsten Heisig (« *Das Ende der Geduld. Konsequenz gegen jugendliche Gewalttäter* ») paru en juillet 2010 peu après le suicide de son auteur. Dans le district de Neukölln (Berlin), « quartier » particulièrement 'chaud', où se concentre une population d'origine immigrée (et musulmane), et dont le maire Heinz Buschkowsky (SPD) est réputé pour sa politique d'intégration réaliste, la juge était l'une des initiatrice de ce « modèle de Neukölln » de lutte contre la criminalité des jeunes et de combat pour leur intégration. Or dans son ouvrage, Kirsten Heisig avait tiré les amers enseignements de son expérience dans ce « quartier » de Berlin, dont les principales sont l'imperméabilité des jeunes musulmans aux mesures d'insertion et leur surreprésentation dans les statistiques de criminalité. Thilo Sarrazin se réfère à plusieurs reprises à cet aveu d'impuissance.

Plus fondamentalement encore, Hans-Ulrich Wehler fait le parallèle entre l'onde de choc créée par l'essai de Thilo Sarrazin et celle qu'avait déclenchée le diagnostic d'une « catastrophe éducative » effectué dans les années 1960 par Ralf Dahrendorf et Georg Picht et qui avait eu pour conséquence une réflexion, puis une refonte des politiques d'éducation/formation en Allemagne. Le traumatisme déclenché en Allemagne par la parution de la première étude PISA est toujours bien là...

### **En guerre contre le politiquement correct**

Ce qui, par-delà les divers aspects concrets, est foncièrement reproché à l'ouvrage (que tous ses détracteurs n'ont pas lu, loin s'en faut, il faut le rappeler), c'est d'inciter à la réflexion en rompant avec la langue de bois politico-médiatique. Quelles que soient ses nombreuses imperfections, son auteur a eu en effet le courage de rompre avec le 'politiquement correct' et d'en démasquer les effets pervers sur la cohésion de la société comme sur le modèle social de l'Allemagne.

Thilo Sarrazin avait pris soin pourtant de placer en exergue de son introduction une phrase de Ferdinand Lassalle : « *La mesquinerie de l'esprit politique consiste toujours à taire et voiler ce qui est* ». D'entrée de jeu, il donne ainsi le ton : l'auteur part en guerre contre le politiquement correct. Car « *l'optimisme foncier... et les décennies d'un succès presque inaltérable ont troublé l'acuité visuelle des Allemands en ce qui concerne les dangers et les processus de pourrissement au cœur même de la société* » (p. 7).

Le message est on ne peut plus clair : « *Sur la base du constat sociologiquement fondé mais banal que dans la société, tout est lié à tout, s'est développée une tendance à tout imputer aux conditions sociales et à ôter à l'individu toute responsabilité dans la gestion de son sort, tant au plan moral que dans la pratique. Le politiquement correct s'est déposé comme du mildiou sur les problématiques structurelles et les questions de pilotage de la société, rendant difficile à la fois l'analyse et la thérapie* » (p. 10).

Il n'y a dès lors rien d'étonnant à ce que la tentative d'analyse à laquelle se livre l'auteur (un peu moins la thérapie qu'il propose) ait fait tant de vagues dans le monde politique et médiatique. D'autant que l'auteur précise lui-même qu'il a « *renoncé à entourer de guirlandes verbales les états de fait qui semblent délicats* », privilégiant « *l'approche factuelle* ». Et il est conscient que les conclusions de son analyse « *sont bien assez choquantes* » (p. 11). Thilo Sarrazin est réputé pour ne pas s'embarrasser de fioritures.

Dans son ouvrage, les tabous qu'il brise sont certes avant tout ceux du spectre gauche de l'opinion politique – et de son propre parti. Mais Thilo Sarrazin a aussi franchi les lignes rouges du mainstream médiatique, comme le souligne Berthold Kohler dans un éditorial (*F.A.Z.*, 09-09-2010) : « *Qui fixe les limites du corridor de l'opinion ?* », se demande-t-il. Et il ajoute : « *Pendant des décennies..., les choses étaient claires : dans le monde politique et médiatique, c'est la gauche qui tirait les lignes rouges, de la politique d'immigration/intégration jusqu'au travail de mémoire. L'attitude autoritaire de ces anti-autoritaires révèle une profonde méfiance envers la capacité de jugement du peuple* ». Or aujourd'hui, elle n'est plus la seule à le faire ; c'est l'ensemble du spectre politique (et médiatique) qui détermine ce qu'il convient de dire ou de ne pas dire dans l'espace public.

Et le journaliste considère cette évolution comme une grave limitation de l'espace de liberté d'expression, hautement dommageable à la démocratie : « *... une partie des élites de ce pays semble désormais ignorer que la liberté d'opinion constitutive de la démocratie ne s'applique pas seulement aux opinions que la chancelière considère comme utiles ou que des éditorialistes présomptueux considèrent comme dignes d'être débattues car conformes à la norme scientifique actuelle, mais qu'elle prévaut aussi pour toutes les assertions fausses, blâmables ou dévalorisantes tant que celles-ci n'enfreignent pas les autres libertés constitutionnelles* ».

Au paroxysme de la polémique, rares étaient les voix à rappeler les fondements d'une démocratie établie sur la libre circulation des idées et réflexions, aussi dérangeantes ou inopportunes soient-elles, et à exhorter à plus de sérénité.

Mais Thilo Sarrazin a frappé fort. Car ce briseur de tabous s'en est pris à un surtout qui reste partagé par-delà les clivages idéologiques, bien qu'il commence à perdre de sa subsistance : celui de

l'identité allemande ou du patriotisme<sup>1</sup> qu'il n'est permis de montrer sans honte « *que lors du mondial de football* », regrette Thilo Sarrazin, avant d'expliquer ce qui a motivé son essai : « *Formuler son inquiétude quant à l'avenir de l'Allemagne comme le pays des Allemands est presque considéré comme politiquement incorrect. Cela explique les nombreux tabous et la discussion totalement emberlificotée menée en Allemagne sur des thèmes comme la démographie, la politique familiale ou l'immigration. Je pense quant à moi que nous ne résoudrons pas les problèmes de notre société sans une saine volonté d'auto-affirmation en tant que nation* » (p. 18). Pourquoi serait-il interdit aujourd'hui aux Allemands de penser comme les Polonais, les Français, les Danois, les Hollandais ou les Tchèques, se demande-t-il ?

### **Un ouvrage qui articule les préoccupations de nombre d'Allemands**

Et les Allemands, spectateurs passifs de la controverse, qu'en pensaient-ils ? Dans un sondage effectué en septembre par le très scientifique Institut für Demoskopie d'Allensbach auprès d'un panel représentatif d'individus de plus de 16 ans, près de la moitié (46 %) des personnes interrogées disaient avoir suivi de près les débats autour du livre de Thilo Sarrazin, et autant affirmaient en avoir vaguement entendu parler<sup>2</sup>. Le retentissement du battage médiatique est grand...

Parmi ceux qui ont suivi les débats de près, près des deux tiers (60 %) estiment que l'auteur « *aborde de nombreuses questions correspondant dans l'ensemble à la réalité* » ; 13 % seulement disent que ce n'est pas le cas et 19 % ne se prononcent pas.

Sous l'accusation de populisme, voire de racisme, ce que les gardiens du politiquement correct reprochent en réalité à Thilo Sarrazin, c'est son 'parler vrai' et sa capacité à comprendre les préoccupations de ses concitoyens. L'une d'entre elles est leur inquiétude face à l'islam, comme le révèlent d'autres sondages réalisés depuis, et notamment une comparaison européenne.<sup>3</sup>

Interrogées sur la question de savoir si, pris dans leur ensemble, les immigrés musulmans « *nous ont socialement et financièrement coûté nettement plus qu'ils ne nous ont rapporté au plan économique* », 55 % des sondés répondent que cela correspond à leur opinion, 20 % qu'ils ne sont pas de cet avis, et tout de même 25 % ne se prononcent pas. Avis partagés ou réponses politiquement correctes ?

Enfin, la troisième et dernière question qui leur était posée était la suivante : « *Si quelqu'un vous dit : 'En Allemagne, les immigrés ont en règle générale une moins bonne formation, mais font plus d'enfants que les Allemands, ce qui par voie naturelle nous rend moins intelligents en moyenne'. Etes-vous vous aussi de cet avis ou non ?* ». Visiblement, les Allemands ne savent trop quoi penser : 38 % disent ne pas voir les choses ainsi, 35 % être du même avis et 27 % ne se prononcent pas. Il est vrai que cette question ne s'impose pas à l'évidence...

\* \* \*

Une chose est certaine : l'éditeur n'aura pas eu à se soucier de faire de la publicité pour cet ouvrage qui s'est vite établi bestseller politique 2010. La notoriété de l'auteur suffisait à déclencher l'attention médiatique, et le contexte était porteur, comme le révèlent à la fin de l'année 2010 les débats politiques sur l'urgence pour l'Allemagne de se pencher sur la question de l'immigration. Malgré toutes les faiblesses inhérentes au genre de l'essai qui tente de lancer un pavé dans la mare, le livre de Thilo Sarrazin aura eu pour mérite de lancer dans l'espace public une réflexion poussée sur un thème très délicat à aborder, et pas seulement en Allemagne.

Quelques mois plus tard, à l'aube d'une super-année électorale (7 élections régionales en 2011 !) en Allemagne, Joachim Gauck, personnalité profondément respectée de tous les Allemands pour sa profonde intégrité (il avait dirigé l'administration chargée du travail de mémoire sur les dossiers de la STASI et avait été candidat aux fonctions de président de la République), lance dans le quotidien berlinois *Der Tagesspiegel* (30-12-2010) un vibrant appel à la classe politique, voyant dans sa propension

au politiquement correct la principale raison du désintérêt croissant des Allemands pour le fait politique.

Et Joachim Gauck salue « *le courage* » de Thilo Sarrazin qui « *a parlé plus ouvertement que le politique d'un problème constaté dans la société* ». Les responsables politiques devraient tirer les enseignements du succès qu'a connu son livre, poursuit-il, car « *leur discours du politiquement correct éveille chez les citoyens le sentiment qu'ils cherchent à masquer les vrais problèmes* ». La forte médiatisation de l'espace politique, terreau favorable à la consolidation de mainstreams, n'y est assurément pas étrangère non plus.

Isabelle Bourgeois, janvier 2011

---

<sup>1</sup> Voir T. Petersen, « Une nouvelle identité allemande ? », *Regards sur l'économie allemande*, n° 91/2009.

<sup>2</sup> Sondage n° 10061, archives de l'Institut für Demoskopie d'Allensbach.

<sup>3</sup> Voir par exemple le sondage réalisé par l'institut TNS emnid dans plusieurs pays de l'UE pour le pôle de compétitivité « Religion et politique » près l'Université de Münster, et publié par le supplément *Christ & Welt* (la nouvelle maquette de l'ex-hebdomadaire *Rheinischer Merkur*) de l'hebdomadaire *Die Zeit* (02-12-2010).